

Les subsides

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je participe à ce débat. Les déclarations que le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) a faites ces derniers jours à la Chambre me sidèrent, et je suis également stupéfait de le voir se réjouir du rachat de Mitel par British Telecom. Le ministre devrait plutôt se dire partagé entre des sentiments contradictoires. Pourquoi? Pour moi c'est très clair. Il faut se réjouir que, dans sa situation, cette entreprise ait trouvé un partenaire que ses fondateurs ont qualifié de partenaire privilégié. Ils se réjouissent de cette association. D'après ce que nous savons de British Telecom, elle n'a pas d'usine de fabrication. Elle ne fait pas de recherche et de développement. Il s'agit simplement d'une compagnie de téléphone qui dessert les usagers de Grande-Bretagne. Par conséquent, elle achète maintenant une entreprise qui deviendra peut-être son principal service de fabrication et de recherche.

Cette fusion survient à une époque où le commerce se fait à l'échelle internationale et où les compagnies sont implantées dans toutes les régions du monde, sur des continents et dans des pays différents. Il s'agit, d'une part, d'une compagnie de téléphone de Grande-Bretagne qui, en principe, a accès aux marchés européens et d'autre part, de Mitel, une entreprise canadienne de fabrication et de recherche qui a des usines et un réseau de distribution au Canada et aux États-Unis. A bien des égards, il semble que ce soit effectivement le mariage idéal.

Je crois également qu'aucun investisseur canadien n'était intéressé et que, l'année dernière, Mitel a cherché à s'associer à de nombreuses grandes entreprises. Pour une raison ou pour une autre, aucune d'entre elles n'a accepté. Malgré cela, je ne pense pas que nous devrions vraiment nous réjouir de cette transaction. Les Canadiens devraient être quelque peu attristés de voir cette entreprise purement canadienne leur échapper un peu des mains.

● (1640)

Il y a plusieurs années, j'étais au nombre des petits investisseurs qui ont acheté une centaine d'actions de Mitel. Je me suis laissé gagner par l'enthousiasme suscité par cette petite entreprise située dans la capitale nationale qui remportait un succès considérable sur les marchés canadiens et mondiaux. J'étais fier de contribuer à sa réussite. A la suite de la récession et de la baisse des ventes sur le marché mondial, la compagnie a éprouvé des difficultés au cours des deux dernières années. Nous avons néanmoins cet enthousiasme au départ. L'entreprise a eu des difficultés, mais elle semblait se maintenir à flot. Il semble possible de faire quelque chose pour garder cette compagnie entre les mains d'intérêts canadiens. Le mieux qu'on puisse dire c'est que nous sommes partagés entre des sentiments contradictoires. Je m'étonne de voir le ministre de l'Expansion économique régionale se réjouir sans la moindre réserve. Cette transaction nous en dit long sur la taille de l'économie canadienne et la taille de notre marché.

Une fois que les entreprises canadiennes atteignent une certaine taille, elles constituent un groupe à part. Au Canada, nous n'avons pas les moyens de nous offrir deux, trois, quatre ou cinq compagnies Mitel. Elles pourraient fusionner pour former une puissante entreprise capable de soutenir la concurrence internationale. Dans une économie de la taille de celle des États-Unis, vous pourriez très bien avoir dix ou 12 compagnies de ce genre. Si l'une échoue, elle pourrait s'associer à une autre. En fait, trois ou quatre sociétés pourraient s'unir pour

être en mesure de réussir dans le monde terriblement concurrentiel où nous vivons. Une telle chose n'est pas possible au Canada. Nous ne pouvons nous offrir qu'une seule compagnie comme celle-là.

Je le répète, quand cette entreprise a connu des difficultés, elle est allée demander de l'aide sur le marché canadien des capitaux. Les compagnies susceptibles de répondre à ce genre de demande ne courent pas les rues. J'ignore à qui les dirigeants de Mitel se sont adressés. Nous pouvons nous demander à qui nous nous adresserions en pareil cas. Vous pourriez aller voir Brascan, Olympia & York ou Cadillac Fairview. Toutes ces sociétés sont expertes dans un domaine précis. Il s'agit d'entreprises canadiennes dont nous sommes fiers. Elles se sont distinguées dans le secteur de l'immobilier au Canada et aux États-Unis, mais elles ne voudraient jamais toucher à une compagnie de télécommunications. Elles ne possèdent ni les connaissances, ni le savoir-faire ni les gestionnaires voulus.

Il n'y a pas énormément de possibilités au Canada, mais il y en a quelques-unes. En préparant mes notes pour mon discours d'aujourd'hui, je me suis interrogé au sujet de la Corporation de développement du Canada par opposition à la CDIC. Quand la Corporation a été fondée il y a quelques années, elle avait pour but de servir les entreprises des secteurs public et privé. Elle devait réunir des capitaux publics pour appuyer les investissements plutôt risqués. La Corporation de développement du Canada n'aurait-elle pas été une bonne associée dans ce cas-ci? N'aurait-elle pas pu fournir des capitaux sans mettre la main sur la compagnie, en la laissant plutôt aux propriétaires d'origine? Elle aurait pu acheter peut-être 49 p. 100 de l'entreprise. Cela aurait fourni la stabilité financière nécessaire à l'entreprise pour atteindre le prochain échelon, ce qui lui aurait permis de rivaliser avec les principales sociétés du monde.

Cette affaire devrait nous préoccuper. Nos sentiments devraient être contradictoires. Nous devrions nous réjouir mais, en même temps, nous préoccuper un peu de ce que le contrôle d'une société entièrement canadienne soit en train de nous échapper.

Selon les journaux d'aujourd'hui, British Aerospace lorgne deux autres sociétés canadiennes bien connues, de Havilland et Canadair. La politique du gouvernement actuel l'a poussé à mettre ces entreprises en vente. Les seuls acheteurs intéressés semblent être des étrangers. Est-ce là ce que le gouvernement avait promis aux Canadiens quand il leur a demandé de lui faire confiance pendant la dernière campagne électorale? Leur avait-il dit qu'il n'existait pas de solutions au Canada et que nous devrions vendre à des étrangers toutes nos industries importantes dans le domaine des télécommunications et de l'aérospatiale? Est-ce pour cela qu'il demandait aux Canadiens de lui faire confiance? Est-ce là un avant-goût de notre avenir économique? Si c'est tout ce que le gouvernement peut nous offrir aujourd'hui, on peut dire qu'il a remporté les élections du 4 septembre par des moyens quelque peu frauduleux.

Ceci m'amène à autre chose. Depuis deux jours, le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Siddon) a déclaré à toutes fins utiles que les conservateurs ne respecteraient pas leur promesse de doubler les dépenses consacrées au développement régional. Il y a deux jours, comme on peut le